



COMMUNIQUE

Tunisie : la liberté de la presse menacée par Ennahda

Le SNJ-CGT avait en son temps salué la révolution tunisienne et le départ du dictateur Ben Ali qui pendant des années a muselé les journalistes tunisiens.

Nous avons pendant toute la période de la dictature dénoncé les atteintes à la liberté de l'information, nous avons apporté notre solidarité à nos confrères victimes du régime et de la censure. L'Élysée à l'époque observait un silence complice.

Aujourd'hui, il est d'autant plus grave de constater que le "printemps arabe" né dans ce pays est menacé par l'influence grandissante du parti au pouvoir et des milices salafistes.

Nos camarades journalistes tunisiens sont parmi les principales victimes de cette vague noire qui veut imposer un ordre rétrograde en Tunisie et reprendre en main les médias. Ce au détriment des libertés chèrement conquises par les journalistes et leur syndicat, le SNJT

La liste des faits et méfaits est longue et significative: le gouvernement dirigé par Ennahda a ainsi interdit tout dernièrement les « Guignols de l'info », version tunisienne, en supprimant cette émission satirique sur la chaîne Ettounsiya.

Des hommes de l'ancien régime ont été nommés à la tête du service public, à la radio comme à la TV (Al Wataniya) ainsi qu'à l'agence de presse "officielle" TAP.

Des procès iniques ont lieu contre tels ou tels médias, les uns pour avoir publié une photo jugée contraire à l'ordre moral, les autres pour diffusion du film Persépolis sur une chaîne de télévision privée, d'autres pour avoir publié des informations sur les affaires de corruption, etc.

Nombre de journalistes sont empêchés de travailler, en raison de menaces de mort et d'agressions des salafistes en toute impunité.

De plus, le vide juridique dans le secteur des médias, sans que le gouvernement ne prenne de mesures ad hoc, permet l'instrumentalisation au profit des islamistes. C'est intolérable!

Pour autant, les journalistes tunisiens et leur syndicat ne restent pas l'arme au pied. La mobilisation est lancée. Les quotidiens As Sabah et Le Temps ont, au mois d'août, mis « du blanc » à leur « une » en lieu et place des éditoriaux afin de dénoncer la nomination d'un ancien homme de main du régime Ben Ali à la tête de la société éditant ces deux titres. Ce nouveau dirigeant a aussitôt sévi en écartant le rédacteur-en-chef du journal en langue arabe As Sabah de son poste suite au refus de ce dernier d'accepter le droit de regard du sbire sur la rédaction.

C'est inadmissible!

Le SNJ-CGT se déclare solidaire du combat des journalistes tunisiens et de leur syndicat. Il appelle tous les démocrates en France à dénoncer les atteintes à la liberté de la presse, à s'opposer à toute censure et procès en sorcellerie. Il demande aux autorités françaises de se prononcer fermement en faveur de la liberté de la presse et du droit des journalistes à faire leur métier en Tunisie. La démocratie est en jeu.

Montreuil, 30 août 2012